



UNE SEMAINE EN HAÏTI

L'hebdomadaire du Collectif Haïti de France

Une rédaction d'Alterpresse ... avec le soutien de la Fokal

N°1394

17 juin 2019

- **Justice : Intensification de la mobilisation contre la présence de Jovenel Moïse au Palais national**
- **Violences : Le journaliste Pétion Rospide tué par balles**
- **Éducation : Cri d'alarme à l'approche des prochains examens officiels, de juin et juillet**
- **Agriculture : Plus de 2 000 paysannes et paysans déplacés, à cause des violences de gangs dans le Bas Artibonite**

>> Intensification de la mobilisation contre la présence de Jovenel Moïse au Palais national

Quatre mois après le mouvement de pays « locked », du 7 au 18 février, Haïti a commencé à vivre, le dimanche 9 juin, une nouvelle série de mouvements de mobilisation, visant à réclamer la démission du président Jovenel Moïse. Cette nouvelle mobilisation anti-corruption de plusieurs dizaines de milliers de personnes, a gagnée les rues de la capitale et de plusieurs villes de province, notamment Cap-Haïtien, Gonaïves, Saint-Marc, Miragoane, Cayes et Jérémie. La mobilisation a été convoquée par des petrochallengers et supportée par des partis politiques et des organisations de la société civile. Tous les jours, des poches de tension sont observées, particulièrement à Port-au-Prince. Après une apparence d'accalmie, tôt dans la matinée, des barricades sont dressées. De temps à autre, des individus non identifiés lancent des pierres sur des véhicules de l'État et privés, rendant difficile la circulation automobile dans certaines zones. Des tracts, jetés un peu partout dans les rues annoncent d'éventuels troubles dans le pays, pour forcer Jovenel Moïse à laisser le pouvoir. La situation tend à se dégrader, avec ces blocages, alors même que des agents de la Police Nationale d'Haïti occupent des points stratégiques. La plupart des activités commerciales et scolaires, y compris les transports publics, restent perturbées. Conséquence de ces mouvements, la plupart des institutions publiques et privées, les banques commerciales, les supermarchés et les stations d'essence ne fonctionnent pas à Port-au-Prince. Parallèlement, les prix des produits essentiels à la consommation tendent à grimper : entre 20 et 50% d'augmentation, depuis une semaine. Dans plusieurs quartiers, les riverains trouvent, tout de même, à acheter dans les boutiques et différents étalages de commerce informel. La paralysie des activités, les 10 et 11 juin, a fait suite à un appel à la grève générale, lancé par des organisations syndicales

et sociopolitiques, pour continuer de réclamer le départ de Jovenel Moïse. Le 13 juin, les petrochallengers, regroupés au sein de *Nou p ap dòmi* « Nous restons éveillés », ont manifesté au Champ de Mars (principale place publique de Port-au-Prince), en faisant symboliquement « 7 tours du palais national ». Depuis août 2018, les petrochallengers sont les principaux fers de lance, particulièrement à travers les réseaux sociaux, de la mobilisation anticorruption, en exigeant une reddition de comptes sur l'utilisation des fonds PetroCaribe.

[Pour aller plus loin cliquez ICI.](#)

La grande manifestation de ce 9 juin demandait des comptes sur la dilapidation présumée de plus de 4 milliards de dollars américains des fonds PetroCaribe et exigeait aussi la démission de Jovenel Moïse. Selon la police, 2 morts par balles, 4 blessés et deux maisons incendiées ont été enregistrés dans le département de l'Ouest, lors de cette journée de manifestations. L'opposition politique fait état, de son côté, de 5 morts par balles, de plus d'une centaine de personnes blessées et de plusieurs dizaines d'arrestations, comme bilan partiel de cette journée de protestation. Cette nouvelle série de manifestations fait suite aux révélations contenues dans le deuxième rapport d'audit (plus de 600 pages) de la Cour supérieure des comptes et du contentieux administratif remis au sénat le 31 mai. Après le premier rendu public le 31 janvier, le deuxième rapport épingle notamment, Jovenel Moïse (devenu président d'Haïti le 7 février 2017). Il aurait utilisé « des stratagèmes de détournements de fonds », à travers sa firme dénommée « Agritrans », dans la gestion de fonds publics du programme PetroCaribe de l'aide vénézuélienne à Haïti. De hauts dignitaires de l'État, dont des premiers ministres, ainsi que d'anciens ministres, d'anciens directeurs généraux et des

responsables d'entreprises de BTP sont cités. De nombreuses voix s'élèvent contre la présence de Jovenel Moïse à la présidence. « Nous vivons, en direct, la déroute d'un gouvernement dépassé, juste préoccupé à sauver ses privilèges et son butin mal acquis sur le dos de la nation », critiquent dans une lettre ouverte, une trentaine d'écrivains et d'écrivaines qui disent appuyer les milliers de protestataires, qui demandent, dans les rues la démission de Jovenel Moïse de la présidence politique en Haïti.

[Pour aller plus loin cliquez ICI](#) « Nous demandons la démission du président Jovenel Moïse (...), parce que nous ne reconnaissons plus sa moralité et son autorité », déclare le groupe des petrochallengers *Nou p ap dòmi*, qui plaide en faveur d'une transition de rupture avec les pratiques de corruption et d'impunité.

[Pour aller plus loin cliquez ICI](#)

De leur côté, les citoyens et citoyennes, regroupés au sein de la structure *Nou p ap konplis* donnent un mois (jusqu'au 6 juillet) comme ultimatum à Jovenel Moïse pour démissionner. [Pour aller plus loin cliquez ICI](#)

>> **Violences : Le journaliste Pétion Rospide tué par balles**

Pétion Rospide, journaliste de la station privée Radio San Fin (RSF), a été tué par balles dans la soirée du lundi 10 juin 2019. Le confrère, qui venait de présenter une émission, rentrait chez lui en voiture, lorsqu'il a été atteint par plusieurs projectiles, près du Portail Léogâne (centre-ville), quartier réputé dangereux. Dans sa dernière émission, Pétion dénonçait entre autres, une attaque d'individus non

identifiés contre Radio Télé Ginen, où trois véhicules ont été incendiés à la mi-journée du lundi 10 juin.

L'organisation Reporters Sans Frontières (RSF) exige que lumière soit faite sur l'assassinat de Rospide Pétion.

[Pour aller plus loin cliquez ICI.](#)

*Cliquez [ICI](#) pour lire le bulletin d'information *Nouvelles images d'Haïti* qui a consacré son numéro à la « Liberté de la presse en Haïti »

>> **Éducation : Cri d'alarme à l'approche des prochains examens officiels, de juin et juillet**

Le Ministère de l'éducation nationale et de la formation professionnelle se dit préoccupé par les appels à faire grève et à manifester à l'approche de la période d'évaluation finale, de juin et juillet 2019, dans les écoles, et des examens officiels. Tout en reconnaissant le droit légitime, à tous et à toutes, d'exprimer leurs revendications, le ministère de l'éducation rappelle aux

citoyens et aux citoyennes, la nécessité de garantir le droit fondamental à l'éducation des enfants. Ceci permettrait de boucler l'année académique 2018 - 2019 et de regarder vers l'avenir, poursuit le Ministère, tout en conseillant aux protagonistes de « laisser l'école en dehors de la politique ».

[Pour aller plus loin cliquez ICI](#)

>> **Agriculture : Plus de 2 000 paysannes et paysans déplacés, à cause des violences de gangs dans le Bas Artibonite**

Les violences orchestrées par des gangs armés, dans les communes du Bas Artibonite (Saint-Marc), auraient contraint plus de 2 000 personnes à se déplacer vers d'autres lieux. Cette alerte est lancée aux autorités par le Centre d'Animation Paysanne et d'Action Communautaire (CAPAC). La plupart des déplacés « vivent dans des conditions déplorables, sans accès aux soins de santé, à la nourriture ou à l'eau potable ». Les groupes armés du chef de gang Arnel Joseph auraient pris le contrôle des zones cultivables, dans les localités de Savien, dans la commune de Petite Rivière de l'Artibonite, les communes de l'Estère et de Marchand Dessalines. Arnel Joseph et ses acolytes, vivement recherchés par la police, sèment la

terreur dans le département de l'Artibonite, depuis plusieurs mois. Les manœuvres armées de ces gangs affectent les travaux paysans, ainsi que les communautés locales, dont la principale source de revenus est la culture rizière, souligne le Centre d'animation. À cause de ces gangs armés, qui intimident les paysans et les éleveurs, les zones cultivables sont réduites, tandis que l'alimentation pour les animaux se raréfie dans le Bas Artibonite. Pourtant les précipitations y sont régulières et les systèmes d'irrigation sont disponibles. Le CAPAC critique les autorités qui auraient donné « carte blanche » à ces groupes armés.

[Pour aller plus loin cliquez ICI](#)

A lire également :

- [PetroCaribe : Les Évêques catholiques romains en Haïti exigent une reddition de comptes sur la gestion des fonds publics](#)
- [Sit-in et exposition de photos pour dénoncer les présumés dilapidateurs des fonds PetroCaribe en Haïti](#)
- [Politique/Crise : Le Canada suggère de se mettre à l'écoute des revendications de la population en Haïti](#)
- [Haïti : Tentative d'enlèvement de trois employés de la Cour des comptes](#)